

MUNICIPALES 2026

Vos candidat(e)s sont-ils à la hauteur des enjeux de votre ville?

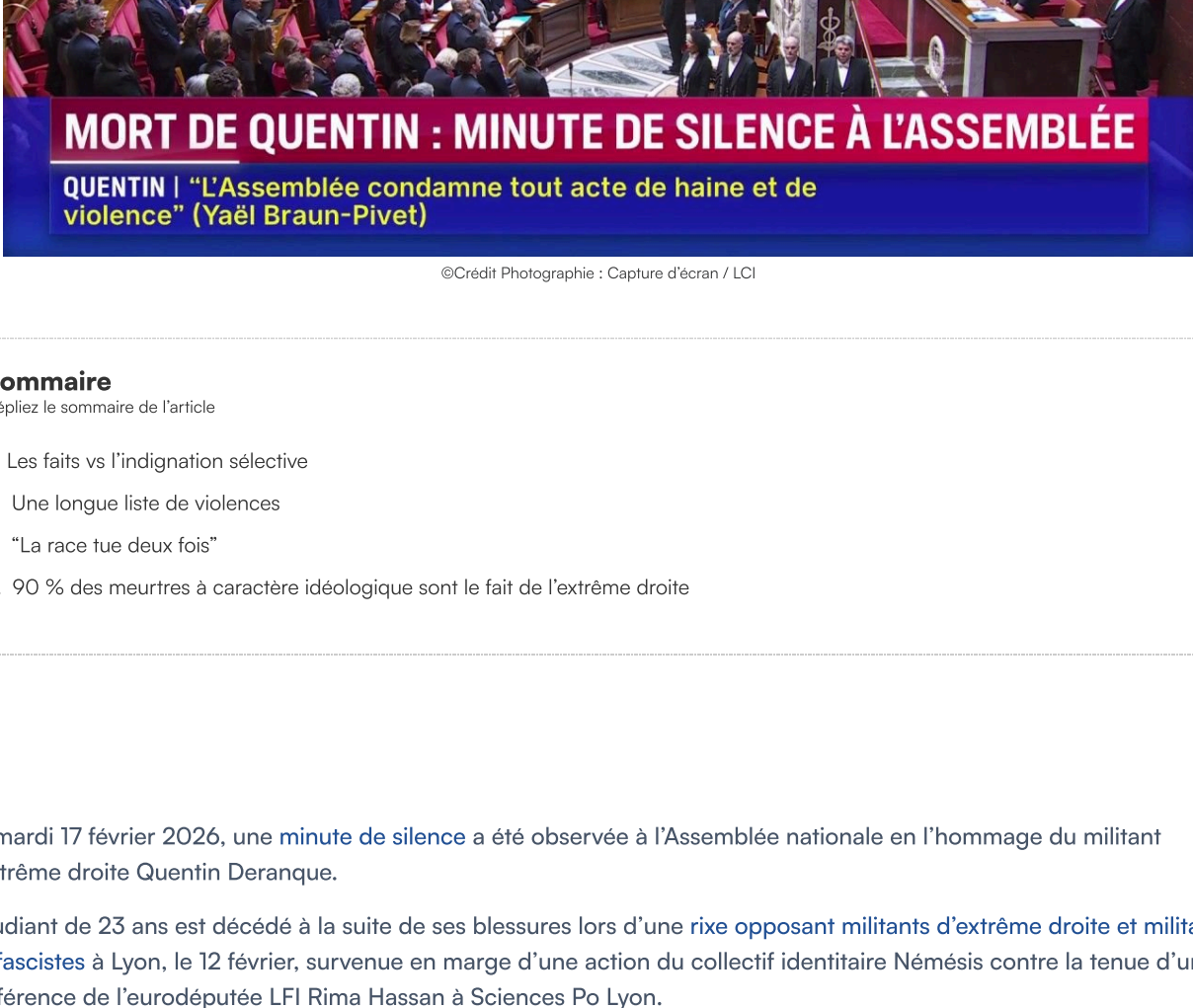
Découvrir l'outil

Accueil » 90 % des meurtres à caractère idéologique sont le fait de l'extrême droite"

ActualitéArticleQuentin Deranque

“90 % DES MEURTRES À CARACTÈRE IDÉOLOGIQUE SONT LE FAIT DE L'EXTRÊME DROITE”

Publication : 17/02/2026Mise à jour : 17/02/2026Sophie Kloetzli et Thibaut Schepman



©Crédit Photographie : Capture d'écran / LCI

Sommaire

Dépliez le sommaire de l'article

1. Les faits vs l'indignation sélective

2. Une longue liste de violences

3. "La race tue deux fois"

4. 90 % des meurtres à caractère idéologique sont le fait de l'extrême droite

Ce mardi 17 février 2026, une minute de silence a été observée à l'Assemblée nationale en l'hommage du militant d'extrême droite Quentin Deranque.

L'étudiant de 23 ans est décédé à la suite de ses blessures lors d'une rixe opposant militants d'extrême droite et militants antifascistes à Lyon, le 12 février, survenue en marge d'une action du collectif identitaire Némésis contre la tenue d'une conférence de l'eurodéputée LFI Rima Hassan à Sciences Po Lyon.

Alors que la majorité des médias et politiques pointent la responsabilité de l'extrême-gauche et que la mort tragique de Quentin Deranque est instrumentalisée comme jamais, les chercheurs peinent à rappeler les faits. Pourtant, lorsque vous lisez les études sur la violence politique en France, 90 % des meurtres à caractère idéologique sont le fait de l'extrême droite. Un "deux poids, deux mesures" qui, comme le montre notre analyse, joue largement en faveur de la progression de l'extrême droite française.

Les faits vs l'indignation sélective

Si de nombreux élus et médias se sont empressés de pointer LFI du doigt ("C'est manifestement l'ultra-gauche qui a tué", a déclaré le ministre de la justice, Gérard Darmanin dimanche 15 février), il faut souligner que l'enquête ne fait que commencer, et que les analyses de vidéos sont toujours en cours. *"À ce stade, l'enquête cherche à identifier l'ensemble des auteurs directs des faits criminels, en se basant non pas sur des rumeurs, mais sur des éléments recueillis lors des investigations de police. Puis des interpellations seront effectuées"*, a tempéré Thierry Dran, le procureur de Lyon, dans les pages du Monde. *"Une enquête criminelle, ça ne peut pas se faire en quelques jours"*.

S'il est encore trop tôt pour connaître toute la vérité sur cette mort tragique, le récit porté par le collectif d'extrême droite Némésis, repris partout sans vérification, d'une agression de Quentin Deranque par des militants antifascistes, commence à se fissurer : *Le Canard Enchaîné* montre ainsi, images à l'appui, que *"les deux groupes étaient bien venus pour en découdre"*. Rappelons que Lyon est le théâtre de confrontations depuis des années entre collectifs antifascistes et groupes d'extrême droite.

Toute violence, et a fortiori lorsqu'elle se solde d'un meurtre, doit bien sûr être condamnée sans ambiguïté. Il ne s'agit pas ici de minimiser la violence et la mort de Quentin Deranque, militant d'extrême droite passé par l'Action Française et ayant défilé avec des néonazis, mais d'interroger l'indignation sélective des médias et du gouvernement Macron.

La mort de Quentin Deranque tourne en effet en boucle sur les chaînes d'info en continu. Une attention médiatique et politique à laquelle nombre de personnes tuées par des militants d'extrême droite et/ou pour des raisons racistes n'ont pas eu droit — ou alors non sans réticences.

Que l'on se souvienne de l'assassinat d'Aboubakar Cissé, tué d'une quarantaine de coups de couteau alors qu'il priait dans la mosquée de La Grand-Combe (Gard) le 25 avril 2025. Le suspect, Olivier A., avait filmé son acte en tenant des propos insultants envers l'islam : *"Je l'ai fait, ton Allah de merde !"* À l'époque, Yaël Braun-Pivet avait initialement refusé d'organiser une minute de silence à l'Assemblée nationale pour honorer la victime : le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, avait quant à lui été accusé par la famille d'avoir refusé de la rencontrer.

C'est sans parler des nombreuses victimes de militants ou d'idées d'extrême droite, qui n'ont pas eu droit à un tel hommage dans l'hémicycle :

- **Ismaël Aali, tué le 6 janvier 2026 à Loire-sur-Rhône (Rhône)**
Ce jeune homme a été retrouvé mort dans un étang après une soirée avec un "ami". Le suspect invoque un accident, mais une vidéo le montre insultant Ismaël avec un mépris raciste peu avant les faits. Il est mis en examen pour meurtre à caractère raciste.

• **Hichem Miraoui, tué le 31 mai 2025 à Puget-sur-Argens (Var)**
Ce coiffeur de 45 ans a été abattu par un voisin. Le suspect, Christophe B, amateur d'armes, avait diffusé des vidéos appelant à *"tirer sur la population maghrébine"*. Il est mis en examen pour assassinat, la motivation raciste et l'intention terroriste de ce crime ont été retenues par les magistrats.

• **Djamel Bendjaballah, tué le 31 août 2024, près de Dunkerque (Nord)**
Cet éducateur a été écrasé sous les yeux de sa propre fille par un militant d'extrême droite qui le harcelait. Malgré un arsenal de guerre saisi chez le suspect, et malgré plusieurs plaintes pour injures racistes déposées par la victime, la préméditation et le caractère raciste du meurtre n'ont pas été retenus.

• **Angela Rostas, tuée le 22 février 2024 en Haute-Savoie**
Enceinte de 7 mois et issue de la communauté dite des gens du voyage, elle a été tuée par balle sous les yeux de sa famille. Deux hommes de 26 et 30 ans, issus du milieu de la chasse locale, ont été mis en examen avec la circonstance aggravante du motif raciste.

• **Emine Kara, Aburrahman Kizil et Sirin Aydi, le 23 décembre 2022, à Paris**
William Malet, cheminot à la retraite et sympathisant du Front national de la première heure, ouvre le feu au Centre culturel kurde à Paris, faisant trois morts. Il a expliqué son geste par sa *"haine pathologique"* des étrangers. En juillet 2025, il est renvoyé aux assises pour *"assassinats racistes"*.

• **Éric Casado-Lopez, à Paris le 14 mai 2022**
Militant d'extrême droite proche des sphères conspirationnistes, Martial Lanoir a tué d'une balle dans la tête ce Français aux origines marocaine et espagnole. Le mobile raciste n'a pas été retenu par la justice. L'homme a cependant été épinglé pour des messages haineux sur sa chaîne Telegram, appelant à *"éliminer les cafards"* et *"le peuple juif"*.

• **Federico Martin Aramburú, le 19 mars 2022, à Paris**
Deux militants d'extrême-droite, Loïc Le Priol et Romain Bouvier, deux anciens du GUD, sont accusés d'avoir tiré sur le rugbyman argentin Federico Martin Aramburú sur la terrasse d'un café parisien. Leur procès est prévu courant 2026, le premier pour assassinat et le second — qui l'a touché à la cuisse et au flanc — pour tentative d'assassinat.

Ces faits s'inscrivent dans la longue histoire de la violence d'extrême droite marquée notamment par les assassinats d'Ibrahim Ali (tué par un militant du FN à Marseille en 1995) et de Clément Méric (tué par un membre du groupuscule néofasciste Troisième Voie en 2013 à Paris).

Une longue liste de violences

À cette liste non exhaustive de meurtres et assassinats, il faut ajouter la très longue liste des violences commises ces derniers mois par des personnes racistes et/ou d'extrême droite, dont on ne citera que quelques exemples :

- En janvier 2026, près de Lyon, un lycéen de 17 ans d'origine syrienne a été violemment agressé par trois individus encagoulés. Il a subi des lacerations au visage. Le parquet de Lyon a ouvert une enquête pour violences aggravées, il a retenu le caractère racial et religieux des injures.

• Dans la nuit du samedi 20 au dimanche 21 septembre 2025, une vingtaine de personnes, visages camouflés, capuches sur la tête et battes de baseball à la main, ont fait irruption sur la place pour attaquer les clients du bar de La Plage, à Brest (Finistère). Selon des témoins, cités par *L'Humanité*, cette agression serait le fait d'individus d'extrême droite.

• En mai 2025, neuf membres du groupuscule d'ultra-droite "Les Hussards" ont été interpellés pour leur participation présumée à une violente attaque armée contre un centre culturel kurde turque à Paris en février dernier. L'agression, menée par une vingtaine d'individus cagoulés aux cris de *"Paris est nazi"*, avait fait plusieurs blessés, dont un militant de la CGT grièvement atteint à l'arme blanche.

• En novembre 2023, un jardinier de 29 ans est agressé et gravement blessé à la gorge au cutter après avoir été insulté de *"bougnoule"* par un retraité de 76 ans à Villecresnes. L'agresseur a été condamné à un an de prison ferme pour violences et injures à caractère raciste.

• En mai 2023, le maire de Saint-Brévin-les-Pins, Yannick Morez, est visé par un incendie criminel à son domicile alors que sa famille y dormait. Cette attaque fait suite à des mois de harcèlement et de menaces de mort de la part de groupuscules d'extrême droite opposés à l'installation d'un Centre d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA). Dégouté par l'absence de soutien de l'Etat et de la préfecture, le maire a démissionné.

+30 000 SONT DÉJÀ INSCRITS

L'ALERTE BON POTE

Avec une alerte pour chaque article mis en ligne, et une lettre hebdo chaque vendredi, nous vous envoyons un condensé de la semaine, des infographies, nos recos culturelles et des exclusivités.

S'abonner à la newsletter

“La race tue deux fois”

Ces faits s'inscrivent dans un continuum de violences racistes systématiquement mal ou non prises en compte par les autorités politiques, médiatiques, policières et judiciaires en France. Dans son livre *La race tue deux fois* (Une histoire des violences racistes en France, Syllepse, 2021), la sociologue Rachida Brahim démontre la cécité volontaire de la justice et du droit français qui contribue à perpétuer les inégalités et le sentiment d'injustice.

Elle a recensé un très grand nombre de violences commises pour des motifs racistes entre 1970 et 2000 en France. Son travail démontre que, même quand ce mobile est évident voire revendiqué, la police, la presse et la justice privilégient d'autres motifs (légitime défense, le coup de sang, la jalousie ou l'alcool) et traitent ces affaires comme des fait-divers de droit commun.

Rachida Brahim cite par exemple un procès de *skinheads*, en 1988, qui avaient tiré volontairement sur des *"Noirs et des Arabes" "pour leur faire peur"*. Le tribunal a refusé de qualifier leurs actes de racistes.

Aujourd'hui encore, le caractère raciste de certains assassinats est parfois nié par la justice et contesté par les proches des victimes. C'est le cas du meurtre d'Eric Casado-Lopez évoqué plus haut ou celui de Djamel Bendjaballah, tué par un militant des Brigades françaises patriotes l'ayant harcelé d'injures racistes avant sa mort. On peut aussi citer le cas de Mahamadou Cissé, abattu à Charleville-Mézières le décembre 2022 d'une balle de fusil à pompe par Hocine A., dans un hall d'immeuble. Le procureur qualifiera ce crime de *"meurtre par exaspération"*, éludant son caractère raciste dénoncé par la sœur de la victime, Assetou Cissé. Franceinfo rapporte pourtant qu'avant d'être interpellé, Hocine A. a appelé son ex-épouse en lui expliquant qu'il avait *"tué un Noir"*.

90 % des meurtres à caractère idéologique sont le fait de l'extrême droite

De manière purement statistique, on ne saurait en toute bonne foi mettre dos à dos les collectifs antifascistes et d'extrême droite. Selon la chercheuse Isabelle Sommier, entre 1986 et 2021, sur 53 meurtres à caractère idéologique, 9 sur 10 étaient le fait de l'extrême droite. (Ce type d'assassinat constitue 13 % des violences politiques, qui restent dominées à 70 % par les attaques meurtrières perpétrées par des islamistes, concentrées pour plus du tiers sur l'année 2015).

"Si les coups portés à Quentin Deranque ont été commis par des groupes antifascistes en raison de ses opinions politiques, ce serait la première victime d'un groupe de gauche depuis Action Directe dans les années 1980", souligne par ailleurs la sociologue dans une interview au *Nouvel Obs*.

Elle précise que le camp progressiste a davantage recours à des actions de type *"vandalisme"* et *"affrontements avec les forces de l'ordre"*, tandis que l'extrême droite est adepte *"des agressions racistes, homophobes ou contre des adversaires politiques"*.

De quoi démentir l'affirmation de Marion Maréchal, selon laquelle *"la violence d'extrême droite est dérisoire"* et qu'elle *"n'existe pas dans notre pays"* (sur BFMTV, ce mardi 17 février).

À l'inverse, LFI — qui a pourtant condamné *"la violence physique d'où qu'elle vienne"* — est désormais attaquée de toutes parts, accusée d'avoir attisé la violence ayant mené à la mort de Quentin Deranque. Un peu partout, on peut lire que LFI est dans *"l'engrenage de la violence"* (L'Opinion) ou encore qu'il existe *"une complaisance de LFI pour la violence politique"* (Gérald Darmanin, sur RTL).

Ce "deux poids, deux mesures", qui médiatise certains assassinats à caractère idéologique mais pas d'autres, est du pain béni pour l'extrême droite (notoirement climatocseptique, faut-il le rappeler) qui y voit une occasion en or pour détourner l'attention de sa propre violence. Un discours largement soutenu par le gouvernement, jusqu'à son premier ministre Sébastien Lecornu qui a estimé — en visant la France insoumise — qu' *"on ne peut avoir la rhétorique de la confrontation en permanence et ne pas voir que ce qui se passe dans l'hémicycle peut infuser dans la société"*.

Rétablir les faits est capital et constitue une responsabilité dont peu de médias se saisissent. Comment accepter d'avoir des néo-nazis défilér dans nos villes, des meurtres racistes et fermer les yeux sur la violence quotidienne de l'extrême droite d'un côté, et provoquer une indignation nationale de l'autre, bien alimentée par des dizaines de fake news relayées sans vérification ?

Un média sans IA générative

Bon Pote fait le choix de n'utiliser aucune IA générative. Nos articles sont rédigés à 100% par des humains, pour des humains.

Lire notre charte

Auteur

SOPHIE KLOETZLI ET THIBAUT SCHEPMAN

ARTICLE 100% FINANCÉ PAR SES LECTEURS

Bon Pote est 100% gratuit et sans pub. Nous soutenir, c'est aider à garder cet espace d'information libre pour tous.

Soutenir Bon Pote

À propos de nous

Voir les commentaires

Partager :

SOUTENEZ-NOUS POUR DE L'INFORMATION À LA HAUTEUR DES ENJEUX CLIMATIQUES

Bonpote est un média 100% indépendant, en accès libre et repose entièrement sur le soutien de ses lecteurs.

Soutenir Bon Pote

À LIRE ÉGALEMENT

Article

1 min de lecture

Villes Futures : quel est le programme de votre candidat(e) aux municipales 2026 ?

Article

8 min de lecture

Les 10 mensonges de Sarah Knafo

Article

4 min de lecture

Oui, piétonner les rues est bon pour le commerce !

L'INFO DANS VOTRE BOITE MAIL, SANS LE BRUIT MÉDIATIQUE.

Chaque semaine, nous filtrons le superflu pour vous offrir l'essentiel, fiable et sourcé

S'abonner gratuitement

CATEGORIES

Article

Environnement

Idées reçues

RESSOURCES

Boîte à outils

Interviews

À PROPOS

Qui sommes-nous ?

Mentions légales

Recrutement journaliste

Media indépendant sur l'environnement, 100% financé par ses lecteurs.

Soutenir Bon Pote

Bon Pote© 2023 - Design du site par Valentine M., Développement Alexandre M. & Norman V.